

Entretien Sophie Devillers

La très réputée hydrologue française Emma Haziza, docteure de l'École des mines de Paris et spécialiste de l'adaptation des territoires au changement climatique, était récemment de passage en Belgique dans le cadre du festival "Agir pour l'eau et les fleuves" à Namur. Nous l'avons rencontrée pour évoquer la "crise de l'eau", en cours en Europe.

Après la sécheresse importante vécue au printemps, notamment en Belgique et dans le nord de la France, comment appréhendez-vous l'été qui arrive ?

Depuis un an et demi, on avait le sentiment qu'il ne s'arrêterait pas de pleuvoir. Un très grand nombre de rivières atmosphériques (filaments d'humidité concentrée dans l'atmosphère, NdlR) ont touché le pourtour atlantique ainsi que les pays situés juste derrière. Ces pressions très fortes en termes de pluviométrie nous ont laissé penser que nous étions très loin d'une question de sécheresse. Mais on se rend compte que, depuis 2017, on a des bascules très rapides et très violentes. Il ne suffit plus d'avoir des pluies excédentaires l'hiver pour avoir un été satisfaisant, que ce soit en matière de niveau des nappes ou des cours d'eau, qui sont de plus en plus fragiles. Il suffit d'avoir des situations caniculaires comme on peut le vivre en ce moment, avec des anomalies thermiques pour qu'en quelques jours on puisse basculer beaucoup plus rapidement dans un état de sécheresse.

C'est-à-dire ?

Dès qu'il y a des températures extrêmement élevées, vous avez un effet sèche-cheveux sur la végétation qui va avoir tendance à aller puiser là où elle peut, c'est-à-dire en profondeur. Normalement, toute nouvelle pluie à partir de mars sert la végétation en surface et ne rejoint plus jamais les profondeurs. Or, dans le nord de la France ou à Uccle (station de référence de l'IRM pour la Belgique, NdlR), on relève un manque de pluviométrie important pour cette période. Le printemps est normalement la période la plus stabilisatrice, mais si on ne l'a pas comme socle, on se dirige nécessairement vers un été complexe. D'ailleurs, selon les dernières prévisions, tout concourt à penser que l'on suivra le scénario d'un été extrêmement chaud. Il faut donc s'attendre à revivre des sécheresses. Nous nous trouvons en effet à des latitudes où, en cas d'anticyclone, nous connaissons plutôt un temps chaud, plutôt associé à un temps sec. Cela ne sera peut-être pas une sécheresse comme celle de 2022, très particulière, mais dans tous les cas, nous sommes sur une tendance globale, avec des sols qui ont déjà souffert ces dernières années. Et actuellement, la végétation est d'ailleurs déjà en déclin.

Pourrions-nous bientôt réellement souffrir de la soif en Europe ?

Cela s'est déjà produit. On a eu des problèmes d'adduction d'eau potable en France: en 2022, plus de 1300 communes ont manqué d'eau. C'était impensable il y a quelques années. On peut s'attendre à ce que d'ici à cinq ans, on ait des problèmes d'alimentation d'eau potable et qu'il faille trouver des solutions alternatives de crise. On ris-

que aussi d'avoir des problèmes d'accueil de touristes, parce qu'ils consomment eux-mêmes des quantités d'eau très importantes et arrivent dans une période où il y a le moins d'eau possible. Donc il y aura des zones en tension et ces zones-là devront choisir entre leurs habitants et les touristes...

En effet, en Wallonie, des zones comme La Roche-Ardenne, où l'eau de pluie ne percole pas en profondeur, s'il ne pleut pas et qu'il y a un pic de consommation dû au tourisme, connaissent des manques d'eau. Les rapports internationaux pointent la grande vulnérabilité de la Belgique, notamment car elle utilise 80 % de ses ressources annuelles en eau et compte sur la pluie. Mais y aurait-il vraiment d'autres solutions ?

Certains pays n'attendent en effet pas la pluie et sont donc en train de vider l'intégralité de leur aquifère souterrain. Ils ont tendance à vider de l'eau qui s'infiltrait pendant cent mille ans, voire un million d'années. C'est le cas de pays qui ont d'énormes ressources en eau souterraine, mais qui sont en train de les vider: la Chine, l'Inde, l'Amérique du Sud, les États-Unis... Dans le Middle West américain, il faudrait 2 700 ans de pluie pour reconstituer les cycles de l'eau. On comprend donc qu'il vaut mieux utiliser l'eau pluviale! La meilleure des solutions pour protéger le cycle de l'eau, c'est d'ailleurs d'utiliser l'eau de pluie et de lui permettre de se réinfiltrer de manière maximale. Et là, il y a des solutions sur le plan agricole, pour faire tracer le plus long chemin à l'eau... On a énormément de solutions absolument extraordinaires. Et ce qui est merveilleux, c'est à quel point la nature se régénère très rapidement lorsqu'on lui fout la paix. Donc il serait temps que l'on comprenne qu'elle n'en peut plus de gérer nos modes de vie et que nous avons besoin aujourd'hui de changer.

Quels types de changements ou d'adaptations conseillez-vous ?

À l'échelle des villes, il faut réussir à leur enlever

cette cuirasse imperméable et les rendre les plus éponges possible. Il faut retrouver la verticalité de l'eau, c'est-à-dire refaire entrer l'eau en profondeur. Il existe de nombreuses solutions: des noues (fossés), des systèmes de chaussées drainantes qui permettent de récupérer l'eau... On sait que cela fonctionne et en plus cela améliore la qualité des cours d'eau: des tests à travers le monde montrent qu'en un an, en désimperméabilisant une ville, on gagne 90 % de qualité dans un cours d'eau. En effet, l'eau de pluie, au lieu de ruisseler et d'être jetée dans le fleuve avec tous ses polluants, va rentrer sous terre et être filtrée. Ensuite, il y a bien sûr l'agriculture avec l'agroforesterie, et toute solution pour faire pénétrer l'eau le plus lentement possible: haies, paillages, régénération des sols... Par ailleurs, il faut que nos industries s'adaptent et donc consomment moins d'eau. Que nos habitants consomment moins d'eau également. C'est toute la chaîne de valeur qui va en fait devoir minimiser sa ressource et l'optimiser. C'est possible; il faut faire des campagnes, accompagner les gens, permettre aussi des récupérateurs de pluie, pour freiner le cycle de l'eau afin de restituer plus tard l'eau accumulée lorsqu'il pleut...

La question de la pénurie de l'eau potable est aussi liée à la contamination, notamment des Pfas, dont la dépollution risque chez nous de coûter cher...

Dès lors que vous avez des quantités moindres d'eau, vous allez en effet augmenter la quantité des polluants. On se retrouve avec des nébuleuses qui ont contaminé nos territoires entiers, nos robinets, sur des générations. Qui paie le nettoyage, en sachant que les responsables se trouvent parfois très loin? Dans le cadre du scandale du pesticide chlorothalonil en France, cela remonte jusqu'à l'entreprise chinoise propriétaire de Syngenta et présidée par un membre du Parti communiste! Mais la première des choses à faire, avant de chercher à décontaminer, c'est de chercher tout de suite à arrêter de contaminer. En réalité, si on laisse le sol assez tranquille et quelques cycles de l'eau se dérouler, – même si ce sera bien sûr complexe sur certains aquifères –, on peut réussir à stabiliser l'état de l'eau, à diluer les polluants et au fur et à mesure à filtrer. Cela coûtera donc beaucoup moins cher si on commence à arrêter nos erreurs d'hier alors qu'on a plutôt tendance à les poursuivre...

“Selon les dernières prévisions, tout concourt à penser que l'on suivra le scénario d'un été extrêmement chaud. Il faut donc s'attendre à revivre des sécheresses.”



Emma Haziza
Hydrologue

Intempéries

“La Belgique a toujours été concernée par un risque d'inondation”

L'hydrologue française Emma Haziza livre quelques conseils à la Belgique pour mieux s'adapter au risque d'inondation. “La Belgique, comme la France, depuis le début des années 1990 mais surtout depuis le début des années 2000, enregistre une augmentation continue des températures. Lorsqu'on a une température élevée, le cycle de l'eau s'accélère. Si on accélère le cycle de l'eau, on accélère les potentielles précipitations et donc, les risques de pluies diluviennes. Chaque degré qui monte dans l'atmosphère, c'est 7 % de plus de pluie. C'est-à-dire des nuages qui fabriquent beaucoup plus de pluie, plus intense, plus violente et plus rapidement. Faire rentrer l'eau sous terre permet de freiner ce cycle de l'eau. Selon moi, un type d'adaptation doit absolument être mis en œuvre à très grande échelle en Belgique: l'établissement de diagnostics de vulnérabilité au risque d'inondation sur chaque maison, pour chaque habitant. Cela consiste à entrer dans les maisons, leur expliquer la hauteur d'eau qui peut arriver, s'il faut construire une zone refuge, s'il faut mettre des barrières anti-inondation, à quel niveau... En France, des programmes gratuits accompagnent les territoires, les populations pour comprendre les risques et leurs enjeux, pour leur maison, mais aussi pour leur lieu de travail ou l'école de leurs enfants. Cela leur permet d'avoir tous les bons comportements, une culture du risque complètement ancrée, qui rend les populations beaucoup plus résilientes. La Belgique a toujours été concernée par un risque d'inondation, mais les signatures de risque se transforment, à l'image de ce qui s'est passé le 14 juillet 2021. On voit aussi que les rues se métamorphosent en rivières, en raison du ruissellement. C'est la même chose en France, plus de 50 % des personnes inondées, ces cinq dernières années, l'ont été en dehors de zones inondables. Cela veut dire que l'eau n'a plus le temps de rejoindre sa zone d'inondation”, explique celle qui est docteure de l'École des mines de Paris et spécialiste de l'adaptation des territoires au changement climatique. **So. De.**